

Un formidable plaidoyer pour le bien commun

ALAIN VADEBONCOEUR, *Privé de soins*, Montréal, Lux éditeur, 2012, 301 pages

Michel Rioux

Volume 7, numéro 3, été 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/69502ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rioux, M. (2013). Compte rendu de [Un formidable plaidoyer pour le bien commun / ALAIN VADEBONCOEUR, *Privé de soins*, Montréal, Lux éditeur, 2012, 301 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 7(3), 13–13.

UN FORMIDABLE PLAIDOYER POUR LE BIEN COMMUN

Michel Rioux

ALAIN VADEBONCOEUR
PRIVÉ DE SOINS
Montréal, Lux éditeur, 2012,
301 pages

Le jour même où j'entreprenais la recension du livre d'Alain Vadeboncoeur, *Privé de soins*, *La Presse* annonçait en manchette: «Le privé coûte cher au CHUM», ajoutant en sous-titre: «Depuis 2009, le Centre hospitalier dépense des millions en sous-traitance pour ses services d'entretien.»

Cette question est exactement au cœur de ce que dénonce, avec une précision toute chirurgicale, le chef de service d'urgence de l'Institut de cardiologie de Montréal. De son père Pierre, essayiste remarquable et pamphlétaire redouté, Alain Vadeboncoeur a hérité une plume d'une clarté exemplaire qu'il met au service de la recherche d'une vérité qu'il sait débusquer là où ceux qui ont intérêt à ce qu'elle ne soit pas connue tentent, malheureusement avec succès trop souvent, de la soustraire au regard des citoyens.

Le médecin retourne comme une crêpe ce lieu commun trop souvent entendu selon lequel nous n'aurions plus les moyens de nous payer un système de santé public parce qu'il nous coûte trop cher. Si, écrit-il, notre priorité est effectivement de soigner le mieux possible l'ensemble de la population, le système public est le plus efficace et le moins coûteux. «À ce compte, nous n'avons pas les moyens de nous en priver», soutient Vadeboncoeur.

Dans la préface qu'il signe, le cinéaste Bernard Émond rappelle que trente années d'offensive idéologique contre l'État et ses institutions «ont inversé le sens des mots croyances et faits». Il note à raison que l'auteur non seulement se porte à la défense du bien commun et de l'accès universel et gratuit aux soins de santé, mais aussi «qu'il donne à tous les citoyens les arguments pour résister aux grandes manœuvres de la privatisation».

Nous y sommes

Deux ans avant cette manchette de *La Presse* du 6 février, Alain Vadeboncoeur écrivait:

Le gouvernement nous a pris pour des valises et, en nous tenant par nos poignées dans le dos, a encore réussi à nous faire marcher. Il nous a fait entrer dans la gorge un PPP dont personne ne voulait – ni les médecins, ni les infirmières, ni les architectes, ni les ingénieurs, ni les constructeurs, ni les travailleurs,

ni les syndicats, ni le vérificateur général, ni même le ministre Bolduc. Personne, sauf le gouvernement lui-même – pour des raisons stratégiques: promouvoir le désengagement de l'État afin d'ouvrir la place à l'entreprise privée.

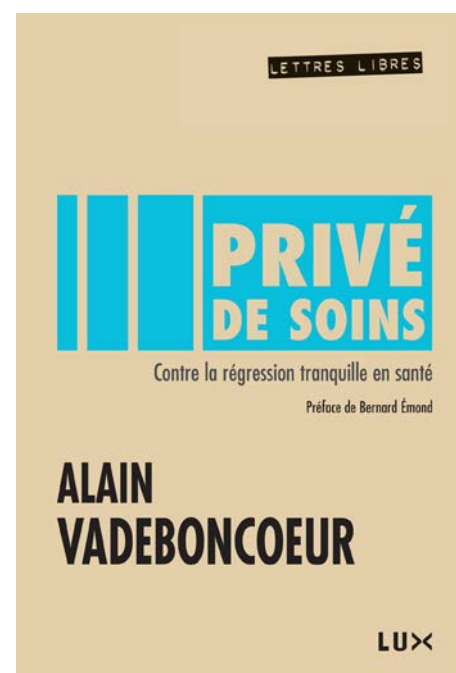
Ce qu'est venue confirmer la porte-parole du CHUM dans ce même article de *La Presse*. «C'est la décision de Québec de confier l'entretien au PPP. De notre côté, nous allons tout mettre en œuvre pour replacer nos employés ailleurs le moment venu». Les bonnes âmes... L'argumentation de l'auteur ne quitte jamais le terrain des faits, comme le souligne Bernard Émond quand il écrit que l'action et les arguments d'Alain Vadeboncoeur sont fondés sur des faits. Les gens d'en face, affirme-t-il, ne peuvent pas en dire autant. Une fois qu'on est passé au travers des 300 pages de l'essai, l'affirmation qu'on retrouve en quatrième de couverture prend tout son sens.

À mesure qu'il propose des solutions concrètes aux défis posés par le maintien du régime public de soins, y lit-on, cet essai taille en pièces les mythes véhiculés par les promoteurs

**Amenant à la barre des témoins
l'Organisation mondiale de la santé,
Vadeboncoeur cite les cas de la
Belgique, de l'Allemagne et de la
France, où la gestion privée des
soins coûte trois fois plus cher que la
gestion publique. L'écart est de cinq
fois plus élevé au Japon.**

du privé: l'explosion des coûts de la santé, la supériorité du modèle PPP, l'efficacité du privé, etc. Rarement a-t-on vu un domaine où les faits appuient avec autant d'évidence la nécessité de défendre le bien commun.

Des faits, des chiffres et des statistiques viennent appuyer les convictions de l'auteur. Ainsi, dans un chapitre ayant pour titre «Chère prestation privée», il déboulonne ce mythe relayé régulièrement suivant lequel le privé en santé serait une sorte de paradis terrestre alors que le public ne serait qu'un purgatoire marqué au coin de la lenteur et du désespoir. Amenant à la barre des témoins l'Organisation mondiale de la santé, Vadeboncoeur cite les cas de la Belgique, de l'Allemagne et de la France, où la gestion privée des soins coûte trois fois plus cher que la gestion publique. L'écart est de cinq fois plus élevé au Japon. Il rapporte l'exemple d'un patient qu'il recevait



à l'urgence où il travaille. Pour trois jours d'hospitalisation pour des soins qu'il dit «simples», la facture de l'hôpital floridien avait atteint la somme de 126 870 dollars, qu'il qualifie de «pharaonique».

Il insiste de plus sur le fait qu'il nous arrive souvent d'oublier que «la solidarité sociale est en elle-même un des déterminants importants du niveau de santé général des populations: moins il y a d'inégalités dans une société, plus les gens vivent vieux, et ce, pour une richesse comparable». On sait par ailleurs que naître et vivre à Westmount assure une espérance de vie de plusieurs années supérieure à celle ou celle qui se retrouve dans un quartier défavorisé de la métropole.

Et les pharmaceutiques ?

En 2001, le docteur Vadeboncoeur tombait par hasard sur un document qui décrivait dans le menu détail les stratégies employées par les compagnies pharmaceutiques pour convaincre les médecins de prescrire leurs médicaments. Comme il le souligne, nous nous doutons bien du rôle «trouble» des représentants de cette industrie dans le monde médical. «Mais l'ampleur des moyens et l'envergure de la réflexion stratégique et des techniques décrites dans ce document m'avaient médusé», avoue-t-il. Il prit alors une décision qu'il dit ne jamais avoir reniée ni regrettée, à savoir garder une «distance respectueuse» entre sa pratique médicale et l'industrie pharmaceutique.

Laissons en terminant la parole à Bernard Émond, qui résume fort éloquemment l'essentiel de ce que contient cet essai. «Page après page, nous découvrons à quel point les lucides sont non seulement aveugles à tout ce qui n'est pas leur intérêt personnel, mais qu'ils sont par surcroît résolument allergiques aux faits.»

POUR NE RIEN MANQUER DE LA COUVERTURE DES CAHIERS DE LECTURE, ABONNEZ-VOUS !

ACTION-NATIONALE.QC.CA